

Démystifier la dette publique ou comment les déficits et les dépenses favorisent la croissance



Unifor
15h



Face à la pandémie de coronavirus, les gouvernements du monde entier investissent des sommes sans précédent dans la protection de la santé publique et la prévention d'un effondrement économique total. Il existe un consensus sur le fait que ces dépenses constituent la bonne réponse à la pandémie. En même temps, ces dépenses soulèvent de nombreuses questions de la part de la population de tout le pays: Pouvons-nous nous permettre de telles dépenses? Comment allons-nous les rembourser? Quand devons-nous arrêter?

Afin d'aborder certaines de ces questions, nous avons préparé ce guide pratique pour tenter de répondre à vos questions et démystifier les débats sur la dette, le déficit et les dépenses de programmes du gouvernement. C'est certainement compliqué, mais pas autant que vous le pensez!



10 commentaires 2020 partages



Le Canada dépense beaucoup trop pour les programmes publics en ce moment. Ce n'est tout simplement pas viable, n'est-ce pas?



C'est le moment idéal pour le gouvernement de dépenser des sommes extraordinaires. Le Canada, et le reste du monde, connaissent actuellement le plus grave ralentissement économique depuis la Grande Dépression des années 1930. Comment les pays se sont-ils redressés après cette dépression? Le gouvernement américain a dépensé des sommes énormes dans des programmes, des services et des infrastructures, en mettant en œuvre le New Deal, pour stimuler l'emploi et la croissance économique. Cette crise exige également une réponse extraordinaire de la part des gouvernements.

Le fait est que les dépenses fédérales ont contribué à maintenir de nombreux travailleurs et travailleuses en emploi et à assurer des revenus à ceux qui sont sans emploi. En conséquence, la baisse du PIB (une mesure de l'activité économique) a été moins importante que ce qu'elle aurait été autrement.

La bonne nouvelle, c'est que le Canada est entré dans la crise avec le bilan le plus solide du G7. Avant l'arrêt forcé de l'économie, le ratio dette/PIB du Canada était légèrement supérieur à 30 %, soit le plus faible de tous les pays du G7 ^[1]. Même si le déficit dépasse les 300 milliards de dollars cette année ^[2] Le ratio de la dette au PIB du Canada sera toujours bien inférieur à ce qu'il était dans les années 1990, lorsque le gouvernement fédéral a inutilement réduit les dépenses de programmes, laissant des millions de personnes dans une situation désespérée. Réduire les budgets n'est pas la bonne façon de relancer la reprise.

L'ampleur de la dette du Canada par rapport à l'économie est encore bien inférieure à celle des périodes de prospérité précédentes – y compris pendant la phase de reconstruction après la Seconde Guerre mondiale. Remettons la dette dans son contexte plutôt que de perdre le sommeil devant de gros chiffres.

Au lieu de nous engager sur la voie d'un nouveau déclin, nous avons besoin d'un gouvernement visionnaire qui investira dans l'avenir et nous mettra sur la voie d'un avenir prospère pour tous.



Écoutez. Les gouvernements sont comme les ménages, d'accord? Tout comme le mien. Nous devons tous vivre selon nos moyens. Nous ne pouvons pas nous contenter d'acheter des choses que nous ne pouvons pas nous permettre.



C'est un point de vue populaire qui circule depuis des décennies. Vous devez savoir qu'il s'agit d'un faux-fuyant – un argument conçu pour être trompeur ou distrayant. Les finances publiques diffèrent du budget des ménages à bien des égards importants.

Pour commencer, et contrairement aux ménages, les gouvernements peuvent collecter des fonds par le biais de divers instruments, notamment en augmentant les impôts. La capacité à lever des fonds est l'une des raisons pour lesquelles les agences de notation accordent au

Canada une note aussi élevée: nos impôts sont faibles et il est possible de les augmenter sans nuire à l'économie. Ce serait merveilleux si les individus pouvaient, en un claquement de doigts, obtenir de meilleurs emplois avec des salaires plus élevés et d'autres avantages pour augmenter leurs revenus, mais malheureusement nous ne le pouvons pas – nous avons encore besoin de l'aide des syndicats pour cela!

En outre, les gouvernements peuvent emprunter de l'argent à perpétuité – et peuvent renouveler la dette qu'ils ont contractée à maintes reprises. Les individus et les ménages sont limités par leur espérance de vie; les gouvernements ne le sont pas. Au contraire, ils vivent généralement beaucoup plus longtemps que n'importe quel être humain, ce qui signifie qu'ils peuvent mettre beaucoup plus de temps à rembourser leur dette.

Les dépenses publiques stimuleront la croissance économique et cette croissance minimisera l'effet de la dette publique sur les finances. Il y aura certainement une augmentation substantielle du ratio de la dette au PIB, mais avec le temps, l'ampleur de celle-ci va s'atténuer. Le fait que la croissance nous permette de sortir de la dette n'est pas que le gouvernement la rembourse rapidement, mais que l'économie s'est tellement développée que la taille de la dette n'est plus inquiétante.

La question n'est pas de savoir si le Canada dépense au-delà de ses moyens (ce n'est pas le cas, d'ailleurs). La question est de savoir à quoi servent les dépenses du gouvernement.

En ce moment, le gouvernement dépense et investit pour développer les programmes et les services qui soutiennent la vie et l'activité économique dans tout le pays – on pense aux routes et aux ponts, bien sûr, mais aussi aux services de garde d'enfants, aux soins de santé et aux transports publics. Ce sont tous des éléments d'infrastructure importants sur lesquels les gens comptent pour mener une vie saine et pouvoir participer pleinement à l'économie.



Vous plaisantez? Le Bureau parlementaire du budget a publié un rapport selon lequel la dette du Canada pourrait atteindre 1 000 milliards de dollars d'ici la fin de l'année! C'est tellement énorme que c'est presque... enfin... je ne sais pas, mais c'est beaucoup d'argent!



Il ne fait aucun doute qu'un trillion de dollars est une somme importante. Mais, au lieu des scénarios apocalyptiques, nous devons commencer à réfléchir aux raisons pour lesquelles la dette a augmenté si rapidement et à ce que ces nouveaux fonds accomplissent.

Par exemple, sans la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), les travailleuses et travailleurs canadiens auraient été contraints de s'endetter massivement et auraient fait face à la ruine financière – nous assisterions à des faillites individuelles et commerciales à grande échelle.

Le coût de ces deux programmes de stabilisation essentiels

devrait, à lui seul, dépasser 160 milliards de dollars. Cela représente près de la moitié des recettes totales que le gouvernement fédéral a générées au cours de l'année fiscale 2019. Malgré toutes ces dépenses, de nombreuses personnes et familles parviennent à peine à joindre les deux bouts. L'augmentation de la dette est un résultat inévitable de la réponse à cette pandémie. Sans la PCU et la SSUC, les individus, confrontés à une économie dévastée et à de faibles perspectives d'emploi, emprunteraient de l'argent à des niveaux extraordinairement élevés.

La question fondamentale est de savoir qui est le mieux placé pour assumer cette dette : les gouvernements ou les citoyens?

La dette publique est la forme de dette la plus sûre et la moins chère de l'économie canadienne ^[3]. Avec des taux d'intérêt fédéraux toujours bas et de nombreux travailleurs et travailleuses inactifs, le gouvernement peut sans risque remettre les gens au travail et construire les infrastructures dont nous avons besoin pour l'avenir, et ce pratiquement sans coût supplémentaire.



Écoutez, quelqu'un va devoir payer pour tout cela. Et devinez quoi? Ce sera mes enfants, et leurs enfants, et les enfants de leurs enfants, et... vous voyez le tableau? Ce n'est pas juste pour eux!



En vérité, ce qui est moins juste pour eux, c'est de laisser aux générations futures un héritage d'inégalité structurelle, une planète non vivable et les graves conséquences d'une longue dépression (et tout à fait évitable) qui s'installerait maintenant si ce n'était de toute cette dette publique.

À moyen terme, nous devrions parler d'investir dans la relance et de payer pour les programmes actuels et les nouveaux programmes, de même que les infrastructures à l'avenir – sans nous demander si c'est abordable ou non, c'est la seule option.

Si nous voulons parler de ce qui est juste, nous devrions parler de l'élimination des échappatoires fiscales et de l'accès aux paradis fiscaux à l'étranger que les sociétés et les particuliers fortunés

exploitent. Lorsque nous parlons d'équité pour nos enfants, nous devrions parler de la lutte contre les inégalités ahurissantes et de la création d'un meilleur accès à de bons emplois qui soutiennent les familles. Nous devrions envisager d'augmenter les impôts et de redistribuer les revenus des riches vers le reste d'entre nous afin que nous puissions tous vivre une vie plus équilibrée.

Au fait, en avez-vous parlé à vos enfants ou à vos petits-enfants dernièrement? Je parie qu'ils sont d'accord pour dépenser plus maintenant afin d'assurer une société plus prospère, plus juste et plus durable pour l'avenir. Ne penser qu'à la dette laisse de côté de nombreuses pièces du puzzle, bien plus importantes.



Vous ne le savez probablement pas, mais Fitch Ratings vient d'abaisser la note de crédit du Canada à AA+. Avant, nous avions la note AAA! Nous faisons fausse route. Je ne suis pas économiste, mais je sais que trois « A » valent beaucoup mieux que deux.



Il est vrai que Fitch a légèrement dégradé la cote de crédit du Canada. Cette décision équivaut à recevoir une note A+ lors d'un test, mais pas à 100 %.

Le propre site Web de Fitch définit une notation AA comme désignant des attentes de risque de défaillance très faible. Ils indiquent une très forte capacité de paiement des engagements financiers ^[4]. Ce changement n'a pas affecté la capacité du Canada à bloquer sa dette à long terme à des taux d'intérêt très bas, de sorte que personne ne devrait s'inquiéter.



En même temps, les agences S&P et Moody's – deux autres agences mondiales de notation du crédit – ont récemment reconfirmé la notation du gouvernement fédéral au plus haut niveau possible ^[5].

Les trois agences soulignent que l'économie diversifiée du Canada et sa capacité à générer des revenus sont des leviers importants pour maintenir ces cotes de crédit à un niveau aussi élevé. Même avec l'augmentation de la dette, le Canada continue de recevoir les première et deuxième meilleures notes possibles parmi les agences de notation.

Aucune personne raisonnable ne devrait s'en inquiéter.



Eh bien, Stephen Harper dit qu'après cette pandémie, les finances du Canada seront dans « un désordre innommable ». Il a aidé le Canada à traverser la dernière crise financière, et il en a l'expérience. Je le crois. La seule option est que le gouvernement réduise ses dépenses. C'est la chose responsable à faire.



En période de grave récession économique, les réductions de dépenses et l'austérité sont une politique qui va à l'encontre du but recherché. Nous le savons parce que nous l'avons déjà vécu.

En fait, après la crise financière de 2008-09, les institutions économiques, dont le Fonds monétaire international ^[6] a constaté que les dépenses de relance du gouvernement étaient l'un des principaux moteurs du retour à une saine économie. Pourtant, certaines voix notables au Canada, dont celle de M. Harper, plaident pour des coupes budgétaires et un resserrement de la ceinture comme si elles ignoraient les leçons du passé.

Nous n'avons pas à écouter les personnes qui ont créé les conditions pour que cette crise soit pire encore que ce qu'elle était. Au lieu de continuer sur la voie de l'inégalité et de la cupidité, nous pouvons changer de cap et investir dans l'avenir du pays.



Les gouvernements ne peuvent pas se contenter d'imprimer de l'argent, vous le savez! Ce n'est pas comme ça que l'économie fonctionne!



Au contraire, les gouvernements qui, comme le Canada, ont leur propre monnaie peuvent imprimer de l'argent tous les jours, et c'est ce qu'ils font! Depuis qu'il a abandonné l'étalon-or (une politique qui liait le montant des dollars canadiens en circulation à nos réserves d'or), le Canada a la possibilité d'imprimer de la monnaie.

La Banque du Canada, qui gère la masse monétaire du pays, n'imprime pas de la monnaie. La Banque est tenue de maintenir l'inflation à 2 % (ce qui est un objectif quelque peu arbitraire). Elle le fait en contrôlant la masse monétaire qui circule dans l'économie. En substance, le Canada n'est pas tenu d'avoir seulement une quantité spécifique de monnaie en circulation, mais seulement autant qu'il est nécessaire pour gérer l'inflation.

Dans le cadre de notre système monétaire actuel, les économistes ont appris que lorsque l'économie ne fonctionne pas à pleine capacité (ce qui est certainement le cas pendant la pandémie), générer davantage de dollars canadiens par le biais de dépenses et d'emprunts publics n'entraînera PAS une inflation galopante. Au contraire, cela conduira à une reprise économique plus forte ^[7].

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de contraintes à imprimer de l'argent, mais seulement que les contraintes sont différentes de ce que l'on pensait auparavant, et que les contraintes plus nuancées donnent plus d'espace pour la relance budgétaire en période d'effondrement économique ou de sous-utilisation.



Tout ce que je sais, c'est que nous ne pouvons pas rebâtir l'économie canadienne avec trop d'ingérence du gouvernement. Le gouvernement s'immisce toujours dans les affaires. Il y a tant de règlements et de taxes... ils devraient simplement laisser les questions économiques au secteur privé. Vous savez, aux experts!



Nous ne savons pas combien de temps les effets de la COVID-19 se répercuteront sur notre économie, affectant la vie des gens et des familles. La seule façon éprouvée de prévenir un nouveau déclin économique est que les gouvernements jouent un rôle actif. Lorsque les dépenses des entreprises et des consommateurs se tarissent, le gouvernement est la seule institution qui reste pour investir en toute sécurité dans les industries et les infrastructures du pays et remettre les gens au travail.



Au cours des dix dernières années, le secteur privé a eu tendance à profiter de la faiblesse des taux d'intérêt et de la fiscalité des entreprises pour investir dans des rachats d'actions et des prises de contrôle hostiles, deux activités qui ne sont pas créatrices d'emplois. Ces activités ne permettent pas non plus de protéger l'environnement, de faire face au changement climatique ou de nous orienter vers un avenir plus juste et plus équitable.



Ce que je ne supporte pas, ce sont tous ces fraudeurs qui profitent du système. Ils prennent toujours l'argent des contribuables et ne rendent jamais rien. Pourquoi devrais-je payer pour ça?



Personne n'aime les fraudeurs, c'est sûr. Et ce que les recherches nous montrent, c'est que les plus gros fraudeurs figurent, de loin, parmi les riches.

En fait, chaque année, les gouvernements du Canada perdent jusqu'à 8 milliards de dollars de recettes parce que les riches particuliers et les entreprises sont en mesure de cacher leurs revenus dans des paradis fiscaux à l'étranger au lieu de payer leur juste part d'impôts. Cet argent pourrait servir à financer l'éducation et les soins de santé, les services de garde d'enfants et de meilleurs programmes de formation professionnelle. Au lieu de cela, le gouvernement se contente de rester assis là sans rien faire.

Selon les fonctionnaires fédéraux, les faux demandeurs ne représentent que 0,6 % de l'ensemble des demandeurs de la PCU (soit environ 450 millions de dollars) – un groupe composé de manière disproportionnée de travailleuses et travailleurs licenciés à faible revenu – des personnes qui ont travaillé dur et qui peuvent encore à peine joindre les deux bouts.

Nous sommes tous d'accord pour poursuivre les fraudeurs – assurons-nous de poursuivre ceux qui feront la plus grande différence pour les finances du Canada et développons un système qui garantit que les gens peuvent payer leurs factures et vivre une vie dans la dignité.



Quoi que vous disiez, une chose est claire: la taille des gouvernements devra être réduite une fois que nous aurons maîtrisé cette pandémie. C'est le seul moyen! De grands gouvernements ruinent tout.



Le gouvernement joue un rôle important dans notre économie et dans notre société. Le gouvernement est en fait un contributeur incroyablement important au produit intérieur brut, le PIB, qui est notre principale mesure de l'activité économique.

Le PIB est constitué des dépenses des entreprises, des consommateurs, des gouvernements et de notre activité commerciale internationale. Si l'un de ces quatre chiffres se contracte (ce qui sera inévitable en temps de crise), le PIB pourrait se contracter, entraînant notre économie dans la récession. Les dépenses des gouvernements sont un moyen de soutenir le PIB et d'alimenter l'activité économique lorsque les dépenses des entreprises et des consommateurs diminuent – c'est un simple calcul.

En outre, de nombreux programmes soutenus par le gouvernement créent en fait du bien-être pour la population canadienne. Notre régime d'assurance-maladie, par exemple, financé par des fonds publics, est conçu pour garantir des soins de santé adéquats à chacun, quel que soit son revenu. Un système universel de services de garde d'enfants créerait plus d'équité entre les sexes et constitue un important stabilisateur économique pour les familles en temps de crise – il a également prouvé qu'il était plus que rentable à terme, car les mères peuvent participer davantage au marché du travail si elles le souhaitent.

Références

[1] Finances Canada, "Mise à jour économique et budgétaire 2019", 16 décembre 2019. [En ligne]. Disponible : <https://www.budget.gc.ca/efu-meb/2019/docs/statement-enonce/toc-tdm-fr.html>. [Consulté le 21 juillet 2020].

[2] Finances Canada, "Aperçu économique et fiscal 2020", 8 juillet 2020. [En ligne]. [Consulté le 21 juillet 2020].

[3] A. Yalnizyan, "No recovery without a shecovery", 5 juin 2020. [En ligne]. Disponible : <https://atkinsonfoundation.ca/atkinson-fellows/posts/no-recovery-without-a-she-covery/>. [Consulté le 21 juillet 2020].

[4] Fitch Ratings, "Ratings Scales", Fitch Ratings, 2020. [En ligne]. Disponible : <https://www.fitchratings.com/products/rating-definitions#rating-scales>. [Consulté le 23 juillet 2020].

[5] E. Duarte, "Canada's AAA Rating Confirmed By S&P On 'Ample' Fiscal Room", Bloomberg, 22 juillet 2020. [En ligne]. Disponible : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-07-22/canada-s-aaa-rating-confirmed-by-s-p-on-ample-fiscal-room>. [Consulté le 23 juillet 2020].

[6] O. a. L. D. Blanchard, "Growth Forecast ERrors and Fiscal Multipliers", janvier 2013. [En ligne]. Disponible : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2013/wp1301.pdf>. [Consulté le 21 juillet 2020].

[7] J. Bivens, "Recovering fully from the coronavirus shock will require large increases in federal debt—and there's nothing wrong with that", Economic Policy Institute, 16 juillet 2020. [En ligne]. Disponible: <https://www.epi.org/blog/recovering-and-the-federal-debt/>. [Consulté le 22 juillet 2020].